

Les Danois penchent à gauche sur fond de crise de l'extrême droite

Danemark Mette Frederiksen, cheffe de file des sociaux-démocrates, se profile comme future cheffe du gouvernement.

Slim Allagui
Correspondant à Copenhague

A sger Thormann, lycéen de 19 ans, est venu soutenir des enfants et des ados qui font la grève de l'école jusqu'au jour du scrutin des législatives ce 5 juin.

Inspirés de l'action de "l'égérie suédoise" Greta Thunberg, ils ont dressé leurs tentes et leurs pancartes devant le château de Christiansborg, siège du Parlement à Copenhague pour demander aux candidats "de défendre bec et ongles le climat dans leurs programmes de campagne".

"Le climat constitue, dit-il, l'enjeu de ces élections. On en a eu un avant-goût lors des européennes où notamment les eurosceptiques et les climatosceptiques du Parti du peuple danois (DF, extrême droite) ont essuyé un cinglant revers."

En effet, DF, grand vainqueur des européennes en 2014 (26,6%) a connu une chute brutale à 10,7% car "nous avons, entre autres, pris un peu à la légère les préoccupations climatiques des électeurs", a reconnu son président, Kristian Thulesen Dahl.

Une dégringolade du premier parti de la droite, qui se prolonge dans les sondages pour les législatives du 5 juin, sonnait ainsi le glas, si elle est confirmée dans les urnes, du maintien du gouvernement de centre-droit arrivé au pouvoir en 2015 grâce au soutien de l'extrême droite.

Le réchauffement climatique, un des thèmes majeurs de la campagne, a fait débat. "Le plus grand problème du Danemark est le plus grand problème mondial: la crise climatique", martèle le Premier ministre libéral Lars Løkke Rasmussen, mais il "peut être résolu en joignant l'action à la parole".

Sa rivale, Mette Frederiksen, cheffe de file de l'opposition social-démocrate, et potentielle future cheffe du gouvernement, hausse les épaules, accusant dans un débat public "Lars Løkke d'avoir détérioré 39 fois (par les mesures de son gouvernement, NdR) le climat et la nature au Danemark", promettant "une loi climatique avec des objectifs contraignants et un avenir sans combustibles fossiles avant 2050", une échéance fixée

par le pouvoir sortant.

D'autant que 60% des Danois (et 73% des 18-24 ans), selon une dernière enquête, veulent que leur pays aille seul de l'avant et octroie des moyens prioritaires pour réduire ses émissions de CO₂ même si cela entraîne une baisse de la consommation des ménages.

La sécurité sociale au centre du débat

L'urgence de la question climatique n'a pas, néanmoins, fait ombre aux autres thèmes de la campagne comme la défense de l'État-providence. Sociaux-démocrates et libéraux se livrent même à une surenchère pour conforter ce pilier de la société danoise qui montre des signes de faiblesse dans un pays à la population vieillissante et qui exige plus de soins alors que les dépenses publiques stagnent dans le cadre de l'assainissement des finances publiques.

Ainsi, le dirigeant libéral promet d'injecter "69 milliards de couronnes (9,3 milliards d'euros) pour renforcer le Welfare State, mais sans augmenter les impôts", un clin d'œil à son adversaire social-démocrate qui finance la protection du modèle social par un accroissement de la pression fiscale qui est la deuxième la plus élevée des pays de l'OCDE.

Sans avancer de chiffres "électorales", Mette Frederiksen, 41 ans, est "déterminée à placer plus haut les dépenses sociales dans [son] agenda", mais sans promettre "monts et merveilles avec l'arrivée d'un gouvernement social-démocrate" aux affaires.

Un changement prévisible

Une arrivée certaine, selon tous les sondages, grâce notamment à la forte poussée de ses alliés comme les radicaux, les socialistes populaires et la Liste de l'Unité (extrême gauche).

Pourtant, le Danemark affiche une bonne santé économique où tous les voyants sont au vert: croissance de 1,7%, un chômage de 4,2% et un excédent budgétaire en 2019.

Mais en dépit de ces bons résultats économiques, les mesures d'austérité pour redresser les finances publiques ont exercé des pressions sur le modèle social et créé une vague de mécontentement dans une large frange de l'électorat.

Mais c'est l'effondrement de DF crédité de 10 à 12% dans les sondages contre 21,1% au scrutin de 2015 qui pave la voie à un changement de régime.

"DF a vu une fuite de ses électeurs à droite, rejoignant deux nouvelles formations, 'Nouvelle droite' et 'Ligne dure' de l'islamophobe Rasmus Paludan, mais aussi sur sa gauche où d'anciens électeurs sociaux-démocrates auraient décidé de revenir vers leur parti prônant une politique d'immigration aussi dure que DF", selon le politologue Kaspar Moeller Hansen.